

A N N E X E

ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES MARCHANDS : EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS  
(pourcentages de variations)

	80.1	80.2	80.3	80.4	1980	81.1	81.2	81.3	81.4	1981	Premier semestre 1982 (1)
P.I.B. marchand .....	0.3	-0.6	0.0	0.1	1.5	-1.0	1.3	0.4	0.4	0.2	1.7
dont V.A. industrielle .....	0.1	-1.1	0.1	-0.3	0.7	-2.2	1.4	0.6	0.2	-1.3	2.5
V.A. non industrielle .....	0.3	-0.3	0.0	0.3	2.0	-0.4	1.3	0.2	0.8	1.0	1.3
Importations .....	4.5	0.2	0.5	0.5	8.6	-2.6	1.7	-0.1	0.4	-0.6	4.2
Total des ressources .....	1.1	-0.4	0.1	0.2	2.9	-1.4	1.4	0.3	0.4	0.0	2.3
Cons. march. ménages .....	0.7	-0.3	0.8	0.7	2.2	0.0	1.3	1.1	0.8	2.6	1.5
Cons. nette des apu. ....	1.0	0.9	1.0	1.3	3.9	-0.5	-0.1	0.6	0.4	1.5	2.2
F.B.C.F. totale .....	1.2	-1.0	-0.7	0.9	2.6	-1.2	-0.3	-1.4	-0.9	-2.2	0.1
Dont S.Q.S. et E.I. ....	2.3	-0.5	0.9	1.3	6.0	-1.7	-0.8	-1.0	-1.1	-1.7	0.0
Ménages hors EI .....	-1.0	-1.8	-5.6	-0.0	-4.4	-0.7	2.4	-2.0	-1.0	-3.5	
Administ. pub. ....	1.1	-1.9	0.4	-0.9	1.6	0.6	-2.2	-2.4	-0.8	-3.4	
Autres secteurs .....	0.3	-1.1	0.9	4.1	2.5	-1.8	-0.9	-1.1	0.1	0.2	
Exportations .....	1.0	-0.1	-1.7	1.5	3.4	0.2	7.1	0.1	-1.2*	5.5	1.8
Emplois hors stocks .....	0.9	-0.4	-0.0	0.9	2.6	-0.2	2.2	0.4	0.1	2.2	1.4
Variations de stocks (en milliards de francs 1970) .	6.2	6.0	6.5	4.2	21,9	0.4	-2	-2.4	-1.3	-5.3	2.1

\* dont - 0.7 pour les produits manufacturés.

(1) Glissement sur le premier semestre (somme des variations enregistrées sur les deux premiers trimestres = variation du quatrième trimestre 1981 au deuxième trimestre 1982).

## A N N E X E

## Variante "METRIC" : Hausse de l'investissement productif des entreprises

Le profil de l'investissement productif constitue actuellement une des principales incertitudes de la prévision ; aussi est-il utile de connaître l'impact d'une évolution de l'investissement plus soutenue (ou plus faible) que prévue. La variante ci-dessous, élaborée avec le modèle METRIC, indique les effets d'une hausse supplémentaire de l'investissement ; on peut en déduire les effets d'une baisse par un simple changement des signes.

On étudie l'impact d'une hausse - sans préciser quelle est son origine - de l'investissement productif des entreprises. Cette étude est purement conventionnelle et on a choisi d'introduire un supplément d'investissement début 1982 que l'on maintient ensuite. La marche ainsi réalisée est de 1 milliard de F 70, soit une hausse de 5 % de l'investissement productif. Par hypothèse, il s'agit d'investissement de capacité. Les effets sur l'emploi et sur les capacités de production d'un investissement de productivité seraient sensiblement différents.

A court terme, la relance de l'investissement provoque une forte reprise de la production industrielle (1,2 %), mais aussi des importations (1,3 %). La dégradation des marges de capacité limite le surplus exportable, et les exportations fléchissent de 0,2 %. La relance ne se transmet que lentement aux ménages, dont la consommation n'augmente que faiblement. Au total le PIB progresse de près de 0,5 %.

Deux facteurs jouent à la hausse du prix de la production industrielle : la réduction des marges de capacité et le financement de l'investissement supplémentaire. En sens inverse, la réduction des coûts unitaires limite la progression des prix. C'est ce dernier facteur qui intervient dans les branches non industrielles, ce qui permet une baisse (très faible) du prix à la consommation. Cependant ce programme d'investissement supplémentaire intervient dans une situation où les situations financières des entreprises restent déprimées, ce qui pourrait entraîner une hausse du prix de production industrielle un peu plus forte.

Enfin l'augmentation des importations se traduit par une forte dégradation du solde commercial (9 milliards de francs).

A moyen terme la hausse des prix industriels se transmet aux autres branches. En outre l'amélioration de l'emploi et les gains de productivité consécutifs à la relance provoquent une hausse du taux de salaire. Ceci ne conduit qu'à un faible développement de l'inflation (+ 0,1), d'autant que le fort accroissement des marges de capacité dans l'industrie, effet direct des investissements supplémentaires, conduit à une forte baisse du prix à la production industrielle.

Toutes les composantes de la demande sont favorables : le revenu des ménages augmente, à la suite du salaire réel et des créations d'emplois, et entraîne la consommation ; l'amélioration de la compétitivité industrielle et le relâchement des tensions sur les capacités relancent progressivement les exportations et réduisent les importations. Pour ces dernières l'élasticité apparente au PIB passe de 2,7 en 1982 à 1,0 en 1986.

Au total cependant l'impact sur la balance des paiements est constamment négatif : le développement des exportations est trop faible et trop tardif pour compenser la forte croissance des importations.

La relance est bien sûr favorable à l'emploi. L'impact sur le chômage est d'autant plus fort que plus de la moitié des emplois créés le sont dans l'industrie.

Capacités de financement (milliards de francs courants)

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Ménages .....	- 0,4	0,7	1,3	0,4	0
Entreprises .....	-13,2	-19,5	-13,0	-28,7	-38,4
APU .....	3,8	10,5	5,7	14,7	20,6
Extérieur .....	9,1	6,0	4,2	9,5	8,1
Coût de l'investissement supplémentaire ex-ante	9,8	11,1	12,5	12,5	17,8

Ce programme d'investissement pèse essentiellement sur les entreprises.

En outre d'autres études variantielles montrent que la relance de l'investissement productif est à long terme une des mesures les plus favorables à l'emploi. Elle est par exemple plus intéressante que la relance par les dépenses publiques en BTP.

Toutes les composantes de la demande sont favorables : le revenu des ménages augmente, à la suite du salaire réel et des créations d'emplois, et entraîne la consommation ; l'amélioration de la compétitivité industrielle et l'investissement des entreprises entraînent progressivement les autres composantes de la demande.

Remarque

Le modèle macroéconomique (METRIC) dont dispose l'I.N.S.E.E. permet d'étudier les modifications des principales grandeurs économiques générées par le changement de variables de commande. Ces exercices techniques sont effectués sous l'hypothèse que les comportements observés sur le passé sont conservés dans l'avenir. Ils ne constituent pas des prévisions mais simplement un chiffrage du sens et de l'ampleur des modifications apportées à l'économie par le changement de variables relatives par exemple à l'environnement international ou à la politique économique publique etc...

Ces exercices doivent être compris comme constituant des éléments utiles à la compréhension du fonctionnement de l'économie, et à ce titre ils prennent place dans les matériaux qu'il est nécessaire de réunir avant d'effectuer des prévisions. Il est bon cependant de rappeler que prévoir implique évaluation et jugement, ce qui ne relève pas d'un modèle quel que soit son perfectionnement.

Les chiffres du tableau sont en pourcentage. Ils indiquent la différence entre le niveau des grandeurs économiques dans le cas où la mesure étudiée est prise et le niveau de ces mêmes grandeurs économiques sans la mesure.

	1,8	2,2	0,0	0,1	0,8
	1,8	2,2	0,0	0,1	0,8
	1,8	2,2	0,0	0,1	0,8
	1,8	2,2	0,0	0,1	0,8

Ce programme d'investissement plus essentiellement sur les entreprises...

En outre d'autres mesures variables... l'emploi. Elle est par exemple plus intéressante que la relance par les dépenses publiques en R.P.

La situation économique... la réduction des marges de profit... l'industrie... ce qui pourrait entraîner une dégradation plus forte.

Malgré l'augmentation des importations se traduit par une forte dégradation du solde commercial (9 milliards de francs).

A moyen terme la hausse des prix industriels se transmet aux autres branches... l'augmentation de la productivité... l'inflation (0,1), d'autant que le fort accroissement des marges de profit... l'industrie... l'investissement supplémentaire...

## HAUSSE DE L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES ENTREPRISES DE 5 %

Ecarts au compte central en %	1982	1983	1984	1985	1986
PIB marchand(F 70) .....	0.47	0.37	0.43	0.54	0.59
Consommation totale des ménages (F 70) .....	0.06	0.09	0.13	0.21	0.28
Investissement des entreprises (F 70) .....	5.26	4.12	4.02	3.81	3.77
Investissement en matériel productif .....	7.76	6.19	5.91	5.82	5.88
Exportations(F 70) .....	-0.16	-0.01	0.10	0.13	0.25
Importations(F 70) .....	1.27	0.79	0.65	0.78	0.60
Production industrielle(F 70)...	1.20	0.81	0.93	1.31	1.39
Productivité apparente .....	0.31	0.18	0.24	0.26	0.26
Productivité du travail dans industrie .....	0.76	0.23	0.43	0.61	0.58
Prix de la consommation .....	-0.01	0.04	0.11	0.13	0.16
Prix de la production industrielle .....	0.09	0.19	0.04	-0.20	-0.30
Prix des exportations industrielles .....	0.05	0.14	0.05	-0.12	-0.20
Masse salariale totale SQSE1 ...	0.18	0.33	0.41	0.56	0.68
Salaire net réel par tête .....	0.04	0.04	0.06	0.10	0.13
Revenu net des ménages .....	0.05	0.16	0.26	0.34	0.42
Revenu brut des entrepreneurs individuels .....	0.12	0.23	0.37	0.48	0.56
Epargne brute des SQS .....	3.45	-1.97	1.38	-1.24	-1.32
Ecarts au compte central en niveau					
Emploi total(Milliers) .....	21.9	32.4	33.1	47.5	57.0
Emploi industriel(Milliers)....	15.0	24.5	21.8	28.0	32.5

## Séries longues macro-économiques

# Les comptes nationaux de la base 1956

## Séries 1949-1959

La comptabilité nationale permet de disposer de données statistiques riches et cohérentes propres à écrire une histoire économique française de l'après-guerre à nos jours.

Or, après le changement de système de 1971, les données rétropolées ne remontent pas avant 1959 en termes annuels. Cette publication rassemble et réédite les principaux tableaux de 1949 à 1959 selon la présentation de la base 1956, sous trois grands aspects des Comptes :

- les biens et services et le Tableau Entrées-Sorties
- le circuit des revenus, le Tableau Économique d'Ensemble, les comptes par secteur institutionnel
- les comptes d'entreprise par secteur d'activité

En ce qui concerne les données ultérieures à 1959, les séries détaillées concernant chacun de ces aspects feront l'objet de prochains numéros d'« Archives et Documents ».

« Archives et Documents » n° 23.

Un volume broché - format 21 x 29,7 - 102 pages

Autres ouvrages de séries longues :

Le Mouvement Économique en France 1949-1979 (sélection de séries longues présentées par thèmes économiques).

Comptes Trimestriels 1949-1959 (Collections de l'INSEE, série C n° 70) ; ouvrage uniquement disponible sous forme de microfiches.

Les Comptes Nationaux Trimestriels en base 1971, du premier trimestre 1963 au premier trimestre 1980 (Archives et Documents n° 10).

CONSULTATIONS, VENTES :

P 339

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE, et chez les libraires spécialisés.



Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

LE BILAN D'UNE ANNÉE DE VIE ÉCONOMIQUE

# RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION

## 1980

Ce volume se compose de quatre tomes correspondant à quatre types d'utilisation.

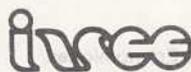
- Tome I - LE RAPPORT - Document d'actualité qui retrace l'évolution économique au cours de l'année 1980 et présente les principaux résultats des comptes annuels.
- Tome II - LES TABLEAUX COMMENTÉS - Document de référence, regroupant par domaine d'information les données chiffrées détaillées accompagnées de notes techniques et de commentaires économiques succincts.
- Tome III - LES COMPTES ET AGRÉGATS - Documentation de base indispensable pour toute étude économique sur la France entre 1973 et 1980.
- Tome IV - DOCUMENTS - Les guides (index, lexiques, nomenclatures) - Les tableaux d'entrées - sorties.

Les « Collections de l'INSEE », série C « Comptes et planification », n° 94-95.

CONSULTATIONS, VENTES :

P 324

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.



Institut National de la Statistique et des Études Économiques.

**Pour faire le meilleur usage  
du premier modèle trimestriel français**

# METRIC

**Une modélisation  
de l'économie française**

**METRIC** : Modèle Économique Trimestriel de la Conjoncture.

Ce modèle – construit et utilisé à l'INSEE et à la Direction de la Prévision – est le premier modèle trimestriel français de grande taille.

Conçu selon la tradition néokeynésienne adaptée aux caractéristiques spécifiques de la France, son élaboration a nécessité une réflexion approfondie sur les divers mécanismes de l'économie française : consommation, investissement, formation des prix et des revenus, emploi, relations avec l'extérieur, opérations monétaires et financières.

Il est né dans la continuité d'un effort statistique : la production des comptes trimestriels français, qui en constituent la base.

S'inspirant des méthodes traditionnelles des conjoncturistes autant que de l'approche plus analytique des macroéconomistes, METRIC présente ainsi *une tentative de synthèse cohérente entre divers apports de la théorie économique.*

C'est l'ensemble des réflexions qui ont présidé à la construction du modèle, ainsi qu'une description détaillée de ses caractéristiques et un aperçu des résultats qu'il permet d'obtenir, qui sont présentés dans ce volume.

*Il permettra à tous ceux qui sont intéressés par l'utilisation de METRIC d'en faire le meilleur usage pour toutes sortes de travaux : évaluation comparée de différentes politiques, analyses de l'évolution économique, réalisation de prévisions (conjoncturelles, à terme plus éloigné)...*

Un volume broché - Format 18 x 24 - 534 pages, 200 F.

**insee**

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

